



**PRÉFET
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant interdiction temporaire des feux d'artifices
dans le département du Rhône en raison de la sécheresse
à compter du 12 août 2022 et jusqu'au 16 août 2022

Le Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2211-1 à L 2212-2 et L 2212-4 à L 2215-1 ;

VU le Code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L 131-4 et suivants ;

VU le Code forestier et notamment ses articles L 131-1 et suivants et notamment l'article R 131-2 sur les pouvoirs de police du préfet conféré par l'article L 131-6 ;

VU le Code pénal ;

VU le Code de procédure pénale ;

VU le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret n°201-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment son article 45 ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2022 portant délégation de signature à monsieur Ivan BOUCHIER, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet de la zone défense et de sécurité Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral cadre sécheresse relatif aux mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse du département du Rhône et de la Métropole de Lyon hors territoire de l'est lyonnais du 31 mars 2022 ;

VU l'arrêté inter-préfectoral cadre sécheresse relatif aux mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse du territoire interdépartemental de l'Est lyonnais du 31 mars 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral cadre sécheresse relatif aux mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse du territoire intra-départemental du Rhône et de la Métropole de Lyon du 20 mai 2022 ;

VU l'arrêté cadre interdépartemental relatif à la gestion de la ressource eau en période d'étiage sur l'axe Saône du 20 mai 2022 ;

VU l'arrêté préfectoral relatif à la mise en situation de crise sécheresse du territoire de l'axe Saône et de l'ensemble des eaux superficielles du département hors bassin versant du GIER et territoire de l'Est lyonnais du 9 août 2022 ;

Vu l'avis du Service Départemental Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône en date du 11 août 2022 mentionnant un fort risque d'incendie dans le département en raison des conditions météorologiques et de la sécheresse importante du couvert végétal ;

CONSIDÉRANT la récurrence des épisodes de vigilance JAUNE et ORANGE canicule émis par Météo France depuis le 16 juin 2022 sur le département du Rhône ;

CONSIDÉRANT le classement par Météo France du département du Rhône en indice « sévère », voire "très sévère" sur certaines zones, en "risque feu" (feu de chaume, de broussaille, de récolte etc.), issu du bulletin des 11 et 12 août 2022 inclus avec des températures allant de 34 à 36 degrés et qui perdurent dans les prochains jours ;

CONSIDÉRANT que les quantités de pluie attendues dans le Rhône ne sont pas suffisantes pour améliorer la sécheresse du sol qui est qualifiée d'« extrême » par le comité départemental de gestion de l'eau. L'indice d'humidité des sols est en effet de 40 % en dessous de la normale, voire sur certains secteurs de plus de 70 % en dessous ;

CONSIDÉRANT que le cumul de précipitation est par ailleurs très inférieur à la normale mensuelle avec 4,5 mm contre 63 mm en temps normal pour la saison ;

CONSIDÉRANT que les conditions météorologiques actuelles sont susceptibles d'aggraver la sécheresse de la végétation vivante ou morte sur le département du Rhône ;

CONSIDÉRANT la nécessaire rationalisation de la ressource en eau pour les seules activités essentielles en situation de sécheresse hydrique ;

CONSIDÉRANT la recrudescence des interventions du Service départemental et métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) du Rhône due aux départs de feux, liés à la sécheresse en cours sur l'ensemble du département du Rhône ;

CONSIDÉRANT la forte mobilisation des sapeurs-pompiers du SDMIS pour répondre aux situations exceptionnelles liées aux incendies, en renforts extra-zonaux sur tout le territoire national et la nécessité de maintenir un niveau opérationnel suffisant pour ses autres missions et notamment de secours à personne ;

CONSIDÉRANT les risques aggravés de départs de feux pouvant être générés par le tir de feux d'artifices à proximité de zones boisées ou de surfaces végétales ;

CONSIDÉRANT qu'afin d'assurer la sécurité publique, il y a lieu de réglementer temporairement l'usage et l'emploi des artifices de divertissement et articles pyrotechniques pour les professionnels et les particuliers sur le département du Rhône ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en outre de prendre les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité des personnes et de prévenir les incendies ;

VU l'urgence ;

Sur proposition du préfet de défense et de sécurité ;

ARRÊTE

Article 1 : L'usage et le tir de feux d'artifice ainsi que les lâchers de lanternes volantes (dites célestes, chinoises ou thaïlandaises) sont interdits dans le département du Rhône.

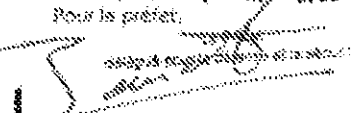
Article 2 : Les dispositions du présent arrêté sont applicables dans le département du Rhône à compter du 12 août 2022 12h00 jusqu'au 16 août 2022 minuit inclus.

Article 3 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée par des procès-verbaux et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'une contestation, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification :

- par l'exercice d'un recours gracieux auprès du Préfet du Rhône. Le silence gardé par l'administration à l'issue d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande, vaut décision implicite de rejet
- par l'exercice d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois suivant le refus de recours gracieux. Le Tribunal peut être saisi d'une requête via le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le préfet délégué pour la défense et la sécurité, la préfète, secrétaire générale, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur de cabinet du préfet, les maires du département, le Président de la Métropole de Lyon, le président du Conseil Départemental du Rhône, le directeur départemental de la sécurité publique du Rhône, le commandant du groupement de gendarmerie du Rhône, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale de la protection des populations, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Rhône.

Fait à Lyon, le 12 août 2022
Pour le préfet,

Jean BOUCHER